**RAPPORT DE MAJORITE DE LA COMMISSION
chargée d'examiner l'objet suivant :**

**Postulat Claude-Alain Voiblet et consorts concernant la réforme de la fiscalité des entreprises
vaudoises**

1. PRÉAMBULE

La commission s'est réunie le 25 février 2013 à la Salle de conférences du SCRIS, Rue de la paix 6, à Lausanne. Sous la présidence de M. Michele Mossi, elle était composée de Mmes Graziella Schaller et Catherine Labouchère, et de MM. Alexandre Rydlo, Jean-Michel Favez, Martial de Montmollin, Guy-Philippe Bolay, Dominique-Richard Bonny (qui remplace Mathieu Blanc), Claude-Alain Voiblet. M. Mathieu Blanc était excusé.

M. Pascal Broulis, Chef du DFIRE ainsi que M. Pierre Curchod, Chef de la division juridique ACI ont également participé à cette séance alors que M. Cédric Aeschlimann a tenu les notes de séance.

2. POSITION DU POSTULANT

En premier lieu, le postulant souhaite corriger une petite erreur de frappe: il demande de ne pas tenir compte du taux d'imposition de 16% indiqué dans la documentation envoyée mais de s'en tenir à la version du postulat déposé ainsi qu'à ses propos au Grand Conseil qui mentionnent un taux de 15%.

En introduisant son postulat, le postulant constate qu'en matière de fiscalité des entreprises, les cantons voisins ne restent pas les bras croisés: à Neuchâtel une mesure est déjà entrée en vigueur, et à Genève l'on étudie les possibilités d'une meilleure fiscalité pour les entreprises. De nombreuses discussions sont également en cours avec la France.

Sur ces constats, il souhaite connaître les intentions du Conseil d'Etat pour que le canton reste concurrentiel. Il reconnaît toutefois que le dossier est délicat et que le canton ne souhaite pas forcément que sa stratégie soit publique. Cependant, il veut savoir si une adaptation du taux d'imposition des entreprises à une moyenne de 14 à 15% est prévue, tout comme le font les cantons voisins, et quelles seront les conséquences sur les recettes. Il signale que la balance a été positive pour Neuchâtel, avec de nouvelles entreprises venues s'implanter. Conscient que ces différences pourront avoir un impact sur l'Etat et les communes, il veut savoir s'il faut diminuer le budget de l'Etat, et le cas échéant quelles seront les prestations qui seraient concernées. Il s'agit ainsi de savoir comment l'on peut tendre à ce résultat, s'il est souhaité, et avec quelle stratégie le Conseil d'Etat compte y arriver.

Dans le cadre de ce dossier, il mentionne l'abondance d'informations fournies par la CVCI, le Centre patronal et economiesuisse. La presse en a aussi abondamment parlé. Ce postulat aura le mérite de donner au CE la possibilité d'éclaircir l'orientation de la politique du canton dans ce domaine.

Il rappelle que Mme Catherine Labouchère a également déposé une interpellation concernant ce sujet de réflexion, d'où l'urgence de pouvoir traiter ce dossier.

3. POSITION DU CONSEIL D'ETAT

Le chef du DFIRE relève d'emblée que le sujet est complexe et qu'une comparaison directe entre cantons n'est pas sensée, les divers cantons n'offrant pas les mêmes conditions cadre et n'ayant pas les mêmes profils de contribuables. C'est le cas par exemple des cantons de Neuchâtel, Genève (taux de 13%), Zurich (taux de 14 à 16%) ou Bâle (licence box, une approche où l'on fiscalise de façon différenciée les revenus et les profils de ces revenus).

Dans le cadre de la réponse à l'interpellation de Mme Labouchère, il indique ne pas connaître d'entreprises avec siège dans le Canton qui demandent des baisses massives d'impôts. Les entreprises préfèrent en effet bénéficier de conditions cadres favorables, de conditions juridiques stables, d'une paix sociale, d'infrastructures de qualité et efficaces.

Il souligne que pour la fiscalité des entreprises les pratiques usitées au niveau des décotes le sont dans toute l'Europe, y compris en France ou en Suède: la France annonce officiellement un taux au-dessus de 30% alors qu'elle applique aux entreprises du CAC40 un taux de 18%, selon la spécialisation et le secteur d'activité; de même, la Suède annonce un taux officiel de 30% pour un taux pratiqué de 19%. La différence est que la Suisse n'est pas dans l'Europe et peine à se faire entendre. Elle doit toutefois pacifier ses relations avec l'Europe, qui reste son majeur partenaire commercial.

Le récent rapport de l'OCDE sur la fiscalité des entreprises (*Lutter contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices*) convient parfaitement au Conseil d'Etat si chaque pays supprime réellement les excès en matière de fiscalité.

Le Conseiller d'Etat précise qu'en septembre 2012 l'ensemble des ministres des finances cantonaux se sont engagés à ne pas lancer une baisse massive d'impôts et à n'avoir qu'un porte-parole, M. Peter Hegglin, ministre des finances à Zug et président du groupe de travail pour les cantons, et en son absence, M. Christian Wanner, président de la Conférence des directeurs cantonaux des finances. C'est d'ailleurs pour cette raison que le Conseil d'Etat ne s'est pas exprimé sur un taux d'imposition. Sur le plan fédéral, c'est Mme Evelyn Widmer Schlumpf qui est responsable du dossier.

Le chef du département relève aussi que si un canton décide de pratiquer une baisse d'impôts, il doit en assumer les conséquences et être en mesure de payer sa propre politique: il ne peut pas faire payer les autres cantons et doit considérer les conséquences d'une baisse massive des revenus sur la RPT (péréquation financière et répartition des tâches entre la Confédération et les cantons), dont 8 cantons sont contributeurs et 18 bénéficiaires. Il est en effet nécessaire de trouver une solution pour que les cantons contributeurs ne soient pas doublement lésés, et par une augmentation de leur contribution à la RPT, et par la concurrence fiscale du canton qui pratique la baisse du taux. À titre d'exemple, le canton de Zug, qui applique un taux de 12%, a récemment déploré que le canton de Lucerne ait fixé son taux à 11.5% tout en recevant 300 MCHF de la RPT ! Zug suggère qu'un taux minimum de 12% soit pratiqué en Suisse, afin d'éviter de générer des tensions entre cantons.

Concernant la question du postulant, le chef du DFIRE indique que le texte du postulant ne dérange pas et qu'il s'inscrit dans la même ligne d'une interpellation déposée par le député Michel Mouquin. Il précise par contre qu'un positionnement du canton de Vaud à un taux d'imposition de 13-15% occasionnerait pour le canton une baisse des recettes fiscales de diverses centaines de millions: concrètement, la plus grande partie des quelque 30'000 entreprises vaudoises bénéficieraient d'une importante baisse d'impôts, tandis que la centaine de grandes entreprises – qui engendrent le 80% des recettes fiscales du canton – connaîtraient une augmentation massive.

Le Conseiller d'Etat explique que des négociations sont en cours avec l'Europe. En 2010, le Conseiller Fédéral Mertz était sur le point de signer un accord avec la Commission européenne, et non avec les pays: l'accord prévoyait le maintien des régimes particuliers. M. Barroso, président de la Commission, avait bien compris que si la Suisse pratiquait une baisse massive du taux à 13-14%, elle attirerait encore plus d'entreprises: le maintien des régimes fiscaux en Suisse est un moyen d'éviter que le pays ne devienne trop concurrentiel.

4. DISCUSSION GÉNÉRALE ET BIENFONDÉ DU POSTULAT

Plusieurs députés estiment que le postulat a un sens didactique et offre au Conseil d'Etat la possibilité d'expliquer au public une problématique que lui-même considère comme complexe. La réponse au postulat devrait en effet permettre de rendre publiques des informations importantes, avec un état des lieux et une justification du canton par rapport à son taux, en comparaison avec les autres cantons, notamment Genève et Neuchâtel.

Un député regrette que Genève, en annonçant en fin 2012 de viser un taux unique à 13%, n'ait pas respecté l'accord de 2012 entre les cantons de ne pas lancer une baisse massive d'impôts. Il se pose de plus la question de l'utilité du postulat, qui demande un rééquilibrage de la fiscalité intercantonale. Cet élément est déjà en cours puisque l'initiative socialiste aux chambres fédérales – qui demande d'introduire un indicateur tenant compte des taux d'imposition cantonaux – a été acceptée par la quasi-unanimité du parlement. Il constate de plus que l'agitation dans ce domaine n'est pas constructive. Selon le site du développement économique vaudois, la fiscalité vaudoise est attractive pour les entreprises. Il se demande pourquoi priver les finances publiques de recette importantes pour jouer le jeu de la concurrence fiscale entre cantons. Il n'entrera pas en matière sur ce postulat.

En répondant à cette remarque ainsi qu'à d'autres, le chef du DFIRE en profite pour clarifier et compléter ses propos d'entrée en matière:

- L'initiative socialiste a un spectre plus large que le postulat en discussion.
- La Conférence des gouvernements cantonaux a prévu une réforme et un inventaire des textes cantonaux, notamment concernant la pratique des taux, le plafonnement de la subvention des cantons riches ou encore l'efficacité de la péréquation.
- La Confédération n'est pas encore parvenue à communiquer efficacement à l'étranger le fait que la Suisse n'a pas une unique fiscalité fédérale, mais que les cantons sont souverains pour fixer leur pratique fiscale et lèvent leurs impôts pour eux-mêmes. La Confédération ne pratique pas des régimes particuliers mais fiscalise toutes les entreprises également. Les cantons, quant à eux, pratiquent la décote.
- Au niveau de la RPT, plusieurs critères ont été mis en place et des paramètres qui prennent en compte la décote ont été définis en 2008 dans le but de calculer l'indice de capacité du canton. Selon ces critères, si les régimes particuliers sont supprimés, Vaud paiera d'avantage à la RPT. Par ailleurs, le calcul de la contribution à la RPT est basé sur une Suisse très stable d'un point de vue économique. En effet, la contribution de 2013 se calcule sur la base des moyennes des années 2007 à 2009. Ainsi, la modification des paramètres de calcul n'a de véritable effet qu'après un décalage de 5 ans. Pour Vaud, les bonnes années 2010 à 2012 (excellentes en comparaison intercantonale) ne seront considérées pour le calcul de la contribution cantonale que pour 2016. D'autres éléments techniques concernant le calcul de la contribution cantonale à la RPT ont été donnés en séance.
- En conclusion, l'aide reçue par la RPT ne doit pas être utilisée pour baisser l'impôt cantonal: il est impératif d'éviter qu'un canton pratique une sous-enchère fiscale en faisant des cadeaux aux entreprises tout en touchant l'argent des autres cantons.

Le postulant et d'autres commissaires rappellent que le but du postulat n'est pas de baisser le taux d'imposition des entreprises à 15% mais qu'une étude d'un tel taux soit réalisée, afin de comprendre la situation et les conséquences pour les mécanismes de gestion financière de l'Etat, et de savoir quelle sont les perspectives du Conseil d'Etat par rapport à une telle vision. Il y a une différence importante entre l'étude et la mise en œuvre !

Le chef du DFIRE répond en précisant les points suivants:

- Avec un taux unique à 13-15% les cantons qui connaissent une importante diversité de sociétés – comme Genève, Zurich, Vaud, Bâle ou Zug – peuvent être confrontés à une importante baisse des recettes fiscales, de diverses centaines de millions pour le Canton de Vaud, ce qui poserait des problèmes certains en termes de finances publiques. De plus, les

grandes entreprises qui seraient pénalisées par une hausse d'impôts pourraient délocaliser leurs bénéficiaires, ailleurs en Suisse, voire en Europe, où la pratique diffère du discours de façade, avec des décotes importantes. Il est donc important de trouver un chemin où la Suisse et les cantons restent concurrentiels, entre baisse d'impôt et défense du système actuel, voire un mélange entre les deux. De plus, il faut éviter que les cantons se fassent une concurrence malsaine: si les cantons lémaniques baissent massivement leur fiscalité, le Valais sera aussi obligé de baisser son taux, et une spirale complexe se mettra en place.

- Il est ainsi pertinent de répondre à la question soulevée par le postulat concernant la réaction du canton suite à la baisse de taux du canton de Neuchâtel. Il serait toutefois préférable que le postulat se limite à une question de stratégie sans mention à un taux d'imposition.
- Concernant les entreprises vaudoises, si les statuts spéciaux peuvent être maintenus, un taux de 19 à 21% serait crédible.

Le postulant estime qu'une étude sur une baisse de quelques pourcents ne se justifie pas: il s'intéresse aux conséquences liées à une modification importante du taux d'imposition mais rappelle que le postulat ne formule pas la demande de modification du taux – pour ceci il aurait déposé une motion – mais celle d'une étude de mise en œuvre. Une modification importante, de 23% à 15%, engendrerait un différentiel conséquent en matière de fiscalité. Avant de décider de faire ce pas, il est nécessaire de savoir comment s'y préparer, quelles en seront les incidences, et comment intégrer une démarche de baisse de fiscalité. Au travers de son postulat, il souhaite obtenir une orientation et une base de réponse.

Une députée demande comment le canton de Vaud peut rester attractif pour les entreprises étrangères qui désireraient s'établir dans le canton s'il n'y a pas de communication sur les différences entre fiscalités cantonales. Si la fiscalité devait baisser, elle demande si cela n'attirerait pas de nouvelles entreprises, ce qui permettrait d'augmenter les rentrées fiscales. Elle trouve que ce postulat devrait permettre d'étudier ces questions.

Le Conseiller d'État répond que les entreprises sont conseillées par des fiscalistes expérimentés et compétents. Il n'y a pas d'insécurité de fait. Par contre, les entreprises veulent connaître si le litige avec l'Europe va être régularisé ou non. La présence de la Suisse sur la liste noire de 15 pays européens est bien l'enjeu du problème et non le taux d'imposition.

Un député remarque que pour une grande majorité d'entreprises, l'impôt sur le bénéfice ne pose pas problème, leur bénéfice étant modeste. Il pose par contre un problème pour des sociétés importantes, qui paient beaucoup d'impôts, malgré les statuts particuliers. Leurs employés paient aussi beaucoup d'impôts. Si la Suisse est mise sur liste noire et que la confédération lâche trop de lest, il est évident que ces entreprises quitteront le canton et la Suisse. Ce serait une perte nette pour le PIB et pour le pays. Dans ce sens, il estime que la proposition du postulat d'étudier un taux inférieur à celui actuel, ainsi que les impacts que cela représenterait fait sens.

Un député retient que la fiscalité n'est pas le seul facteur d'implantation et rappelle une étude de la promotion zurichoise montrant l'importance de l'environnement au sens large, comme par exemple le fait de disposer d'écoles pour les enfants des cadres, etc. Si le postulat est modifié en supprimant la mention du taux à 15% et a pour objet d'étudier les conséquences d'une éventuelle suppression des statuts spéciaux et de l'instauration d'un taux unique, il se déclare prêt à le soutenir. Deux autres députés partagent le même avis, soulignant que la mention d'un taux à 15% est gênante dans le contexte actuel d'agitation autour de la fiscalité.

Le postulant ne peut accepter cette proposition et rappelle que la mention des 15%, moyenne vers laquelle tend la Suisse romande, a pour objectif de justifier la démarche ainsi que les possibilités de mise en œuvre.

Le chef des finances rappelle que l'impôt n'est pas une punition, mais sert à financer des prestations et réitère sa demande d'amendement du postulat dans le sens de ne pas mentionner de taux.

Le postulant maintient son postulat dans sa version initiale. Il aurait pu exprimer le taux en évoquant la moyenne vers laquelle tend la Suisse romande, à l'image de Genève et de Neuchâtel. Mais pour lui, le

résultat est le même car une baisse importante aurait des incidences majeures dont il faut être informés.

5. VOTE DE LA COMMISSION

Prise en considération du postulat

Nombre de voix pour : 6

Nombre de voix contre : 3

Abstention : 0

La commission recommande au Grand Conseil de prendre en considération ce postulat par 6 voix pour, 3 contre et 0 abstention.

Ecublens, le 6 juin 2013

Le rapporteur :
(Signé) Michele Mossi